

COLLOQUE INTERNATIONAL



Culture pour qui ? Développement pour qui ?

Les 7 et 8 juin 2017

**EHESS (salles 7 et 13)
105 Bd Raspail,
75006 Paris**

Organisateurs :

Anne Doquet (IMAF), Jean Paul Colleyn (IMAF), Christine Douxami (IMAF). Institut des Mondes Africains.

Aujourd'hui fortement mobilisé par les institutions internationales, le lien entre culture et développement avait été clairement établi en Afrique suite aux indépendances, en particulier dans les discours panafricanistes. En 1969, dans le manifeste culturel panafricain : « la culture devient un élément moteur de développement économique et social et force de transformation du milieu ». L'OUA prônait que "Le front de la culture doit succéder au front de la résistance", tandis que Senghor affirmait que « l'homme, c'est-à-dire la culture, était au commencement et à la fin du développement ». La vision panafricaniste du développement mettait donc la culture au premier plan, tandis qu'elle était restée longtemps à l'écart de politiques de développement prisonnières de leur prisme économique. Le projet de l'Unesco consécutif à la Conférence mondiale sur les politiques culturelles (Mexico (1982) cherchait à lancer une Décennie mondiale sur le développement et ses finalités culturelles. Cette initiative s'est d'abord heurtée à la réticence des Etats membres et des agences de l'ONU. La culture finira toutefois par être considérée, sous l'égide de l'Unesco suivie par d'autres institutions, comme moteur et catalyseur du développement durable.

La remise en cause d'un développement strictement économique et l'introduction dans les années 90 de la notion de développement humain ont accru la place consacrée à la culture dans les politiques de développement ; d'autant plus que les industries culturelles occupent au niveau mondial la sixième place dans la liste des secteurs les plus porteurs économiquement. En 1999, la conférence « La culture compte : financement, ressources et économie de la culture pour un développement durable » a fait date avec l'entrée en lice de la Banque Mondiale aux côtés de l'Unesco.

Dans les années 2000, les pays d'Afrique ont été poussés à adopter des politiques culturelles intégrées dans les stratégies nationales de développement et à encadrer le secteur des industries culturelles. Des efforts soutenus ont été portés dans ce sens, particulièrement à travers la coopération avec l'UE. Mais les partenaires les plus assidus de l'élaboration de politiques culturelles dans différents pays d'Afrique depuis plus de dix ans reconnaissent le « fossé » séparant les stratégies énoncées de la réalité. Les populations et les acteurs culturels peinent à se reconnaître dans le modèle de développement international dont leur culture devrait constituer le pilier. Les politiques culturelles demeurent défailtantes. Mais, parce qu'elle constitue le lieu où les sociétés se définissent, s'analysent et se projettent, la culture décide en partie le sens dans lequel les sociétés se développent. Les sociétés africaines s'appuient largement sur les productions culturelles pour commenter, critiquer et construire l'ordre social et moral. La culture est un espace essentiel où s'exprime la société civile dans le cadre de la construction de la démocratie, dans la défense du patrimoine et l'essor du tourisme. Le constat d'échec des politiques publiques n'invalide pas, par conséquent, les liens entre la culture et le développement, à condition que le sens prêté à ces termes soit appréhendé sur la base des discours et des pratiques des acteurs culturels eux-mêmes.

La culture compte en Afrique de nombreux opérateurs indépendants et militants, généralement en désaccord avec les injonctions internationales de développement qu'ils

estiment en décalage vis-à-vis des réalités de terrain et en rupture avec les pouvoirs publics perçus comme freinants et prédateurs. Ils œuvrent à promouvoir les artistes et s'évertuent, avec l'aide de bailleurs internationaux ou d'acteurs culturels de pays voisins, à faire renouer la culture et son public. Comment ces acteurs se positionnent-ils vis-à-vis des conceptions internationales de la culture et du développement ? La culture pour laquelle ils militent et qu'ils tentent de diffuser est-elle assimilable à celle mise en avant par les experts internationaux ? Le mot développement prend-il sens dans leur action ? La réflexion menée par ces entrepreneurs culturels sur l'avenir, le futur, le devenir collectif des sociétés africaines contourne-t-elle le terme connoté et polysémique de développement ou le confronte-t-elle à de nouveaux sens ? Ces nuances seront à rechercher autant dans la construction de leur discours politique militant que dans la portée critique des créations qu'ils diffusent.

L'Afrique fait preuve d'une créativité de plus en plus visible dans le domaine culturel à travers des regroupements d'acteurs culturels du Sud qui se nourrissent mutuellement de leurs actions. Bon nombre de savoirs et de techniques se partagent et se diffusent aujourd'hui entre des villes, des régions et des pays, notamment via Internet, ce qui modifie la carte des échanges culturels. Une dimension panafricaniste traverse ainsi de nombreuses créations et s'inscrit en faux contre les représentations de continent sous-développé infligées à l'Afrique. Cette circulation intra-africaine dégage-t-elle des propositions alternatives au développement ? Prend-elle place dans le débat international sur la culture comme paradigme du développement ? Là encore, l'analyse des discours devra s'assortir de celles des productions artistiques. Considérés comme des leviers de développement économique et touristique, les festivals pourront être un lieu d'observation privilégié.

Enfin, le lien entre culture et développement pourra être réfléchi sur la base de lieux emblématiques où les productions culturelles foisonnent et rapportent sur le plan économique sans les subsides d'Etats paupérisés, ni ceux de la coopération internationale, toujours assortis de conditions d'ordre technique, esthétique et idéologique. Le Nigeria, d'où s'exporte une production vidéo populaire devenue la troisième source de revenu du pays, en constitue le meilleur exemple. Etudier le succès de cette plaque tournante pour les flux culturels en Afrique de l'Ouest peut, dans une certaine mesure, éclairer les déboires ou les difficultés rencontrées par bien des programmes de développement pourtant au départ matériellement mieux dotés et aider à mieux comprendre de quelle culture et de quel développement on parle.



PROGRAMME

Mercredi 07 juin 2017 (salle 7)

9h30 : Accueil et introduction par les organisateurs

9h40 : Moussa Sow (Institut des Sciences Humaines de Bamako - IMAF):

La culture comme ressource de réconciliation.

10h20 : Jean-Louis Sagot-Duvaurox (Cie BlonBa, Mali) :

Les miracles sont possibles.

11h : Discussion puis pause café

11h30 : Anne Doquet (IMAF - IRD):

La charte de Kouroukan Fouga et cohésion nationale.

12h10 : Sebastien Boulay (CEPED – Université Paris Descartes) :

Enjeux économiques, critique politique et engagements artistiques dans l'Ouest saharien (Mauritanie, Sahara Occidental, Maroc).

12h50 : Discussion

13h : Déjeuner

14h30 : Anselme Sawadogo (Programmateur du festival Jazz à Ouaga) :

Jazz à Ouaga-Caravane: La musique au cœur du Burkina: une initiative pour rendre les arts accessibles à tous les Burkinabè.

15h10 : Sarah Andrieu : (CTEL/IMAF, Université Côte d'Azur)

Professionaliser le champ chorégraphique au Burkina Faso avec ou sans l'Etat ?

15h50 : Aurélie Plaen-Zoungrana (administratrice des Récrcéâtrales) : "Les Récrcéâtrales: création théâtrale africaine dans la cité".

16h30 : discussion et pause café

17h00 : Jean Paul Colleyn (IMAF - Ehess):

Le cinéma populaire africain ; le vent en poupe.

17h40 : Kadiatou Konaré (IMAF, doctorante) :

Coopération internationale, diffusion et protection de l'écrit.

18h20 : Discussion

Jeudi 8 juin 2017 (salle 13)

9h30 : Christine Douxami (IMAF - Université de Franche-Comté)
Patrimoine immatériel et développement, l'exemple Afro-brésilien.

10h10 : Anaïs Leblon (LAVUE - Université Paris 8) :
Militants culturels et/ou acteurs du développement ? L'exemple d'un projet d'écomusée
peul (Sénégal-France).

10h50 : Pause café

11h 10 : Gaetano Ciarcia (IMAF - Cnrs) :
De l'invisible non-dit à l'"immatériel" montré. Le devenir patrimonial du passé de la
traite négrière au Bénin.

11h50 : Jean-Bernard Ouedraogo (IIAC - Cnrs) :
Racines et progrès: cultures d'élites et pouvoirs en Afrique.

12h30 - 13h : Conclusions par les organisateurs



